

Atelier sur la prévention des différends

Un atelier de formation et de sensibilisation sur la prévention des différends et le renforcement de l'unité nationale, organisé par la Commission nationale des Droits de l'homme, en collaboration avec le Commissariat aux Droits de l'Homme, à l'Action humanitaire et aux Relations avec la Société civile et le PNUD s'est ouvert, dimanche, à Aioun. Dans un mot prononcé pour la circonstance, le wali du Hodh El Gharbi, M. Cheikh Ould Abdallahi a indiqué, au nom du Commissaire aux Droits de l'Homme, que l'Etat, conformément aux réformes menées par le président de la République, Monsieur Mohamed Ould Abdel Aziz, accorde désormais un intérêt particulier à la cohésion nationale et au renforcement des liens unissant la société mauritanienne. Il a ajouté que cet intérêt s'est matérialisé à travers le retour des rapatriés, leur intégration dans la vie active et la création de conditions appropriées pour les couches marginalisées grâce au financement de projets générateurs de revenus. Le wali a affirmé que les différends figurent en bonne place

parmi les obstacles qui entravent le développement de tout pays et appelé les participants à oeuvrer pour éviter au pays tout différend entre les composantes de la société mauritanienne.

Pour sa part, M. Mohamed Ould El Mounir, représentant du PNUD, a indiqué que l'atelier organisé au profit des autorités administratives et judiciaires, des élus et des représentants des organisations de la société civile vise à consolider la cohésion sociale et à éviter les différends. Il a précisé que des dizaines de milliers de citoyens dans les villages des deux Hodhs et de la région du fleuve ont bénéficié de projets générateurs de revenus financés par le PNUD.

Rappelons que le wali du Hodh El Gharbi s'était réuni mercredi soir avec les populations de la localité de Timzine relevant de la moughataa de Kobéni, au terme d'une tournée de 4 jours dans les communes de Kobéni, Hassi Ehel Ahmed Bichna, Medbougou, El Voulaniya, Gogui Zemmal, Lighlig et Timzine.

Au cours de la réunion, le wali a mis en exergue les réformes menées

par le président de la République, Monsieur Mohamed Ould Abdel Aziz, dont notamment la lutte contre la gabegie et les prévaricateurs et l'action visant la propagation de la justice.

Il a affirmé que l'Etat est déterminé à éradiquer la gabegie sous toutes ses formes, précisant que l'Etat a recouru environ 6 milliards d'ouguiyas qui étaient détournés et qui ont été orientés pour améliorer le niveau de vie des citoyens.

Le wali a appelé les populations à rejeter le tribalisme et la sédentarisation anarchique qui les a privées des services de l'eau, de l'électricité, de santé, de l'éducation et d'autres nombreux services, précisant que cette urbanisation anarchique a conduit à l'éparpillement des efforts de l'Etat qui s'est vu contraint de disponibiliser des services incomplets et coûteux.

Après la réunion, le wali a rencontré les représentants de 23 villages qui lui ont exprimé la disponibilité de leurs collectivités à se regrouper en un seul village, exhortant l'Etat à définir le lieu approprié pour leur regroupement. ●